

Analyse intersectionnelle de la solidarité des intérêts au World Congress of Representative Women (Chicago, 1893)

In intersectional analysis of interests and solidarity at the World Congress of Representative Women (Chicago, 1893)

Anick Druelle

Numéro 58, automne 2007

Les solidarités sans frontières : entre permanence et changements

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/017548ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/017548ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Druelle, A. (2007). Analyse intersectionnelle de la solidarité des intérêts au World Congress of Representative Women (Chicago, 1893). *Lien social et Politiques*, (58), 15–27. <https://doi.org/10.7202/017548ar>

Résumé de l'article

Dans cet article, nous situons le World Congress of Representative Women tenu à Chicago en 1893, première rencontre internationale de grande envergure organisée par et pour des femmes représentant diverses nations et divers groupes de femmes dans son contexte historique, celui de l'exposition universelle colombienne organisée par une Amérique en pleine expansion impérialiste. À l'aide d'un cadre d'analyse féministe intersectionnelle, nous analysons les intersections entre divers rapports de pouvoir en jeu lors de cet événement et nous illustrons certaines limites de la solidarité internationale lors de la constitution des premiers réseaux internationaux de groupes de femmes. En conclusion, nous nous interrogeons sur les pratiques actuelles de certains réseaux transnationaux de femmes en présence aux Nations Unies.

Analyse intersectionnelle de la solidarité des intérêts au World Congress of Representative Women (Chicago, 1893)

Anick Druelle

Selon les organisatrices du World Congress of Representative Women tenu à Chicago en 1893, ce congrès est la première rencontre internationale de grande envergure organisée par et pour des femmes représentant diverses nations et divers groupes de femmes (Sewall, 1894). Une section du congrès traite même de la solidarité des intérêts de l'humanité. Dans cet article, nous situons cet événement dans son contexte historique, celui de l'exposition universelle colombienne organisée par une Amérique en pleine expansion impérialiste, puis nous analysons les intersections entre divers rapports de pouvoir en jeu lors de cet événement. À l'aide d'un cadre d'analyse féministe intersectionnelle (CAFI), nous illustrons certaines limites de la solidarité internationale entre les femmes à cette époque et souhaitons en tirer des leçons pour l'avenir de la solidarité au sein des

mouvements internationaux de femmes.

Cadre d'analyse féministe intersectionnelle (CAFI)

Les cadres d'analyse féministe intersectionnelle (CAFI)¹, selon le vocable retenu par l'Institut canadien de recherche sur les femmes (ICREF, 2006), s'inspire des perspectives critiques issues du *Black feminism* (tels que Hooks, 1981; Crenshaw, 1989; 1995; Ahmed, 2000) et du féminisme postcolonial (dont Alexander 2005; Alexander et Mohanty, 1987; Mohanty, 2003). Ces féminismes portées par des féministes d'origine africaine, des femmes de «couleur» (Moraga et Anzaldúa, 1993), et des féministes dites du Tiers-monde (*Third World Feminism*) ou postcoloniales, établies principalement en Amérique et en Grande-Bretagne, sont critiques envers un certain féminisme dominant occi-

dental qui reproduit l'impérialisme racial blanc. Le terme «intersectionnalité» a été théorisé par Kimberlé Crenshaw (1989; 1995) afin de rendre compte de l'interaction dynamique entre divers rapports de domination, tels que ceux liés au racisme et au sexisme.

Selon Sirma Bilge, qui a mis sur pied le pôle de recherche sur l'intersectionnalité au Centre d'études ethniques des universités montréalaises (CEETUM), l'analyse intersectionnelle:

tient compte des multiples rapports inégaux entre majoritaires et minoritaires et les met en lien les uns avec les autres. Autrement dit, elle s'interroge sur les mécanismes d'articulation des différentes logiques de domination qui s'opèrent à partir des construits sociaux tels le genre, l'ethnicité, la race, etc., et se renforcent mutuellement. L'objectif n'est donc pas tant d'additionner ces attributs (race, ethnicité, classe, âge,

sexe/genre, orientation sexuelle, etc.) comme des «désavantages» statiques et indépendants, mais d'établir des liens entre eux et les systèmes de domination et d'exclusion. (Bilge, 2005)

La féministe afro-américaine Bell Hooks (1981) expose dans son livre *Ain't I a Woman. Black Women and Feminism* comment certaines historiennes féministes ont minimisé la contribution des militantes noires américaines pour les droits des femmes dès le XIX^e siècle en ne s'intéressant qu'à la contribution de ces femmes à la lutte contre le racisme alors qu'elles militaient aussi pour les droits des femmes (Hooks, 1981: 161). Adoptant un cadre d'analyse qui lui permet d'articuler les intersections entre le racisme et le sexisme, Bell Hooks souligne que, malgré le fait que l'impérialisme racial blanc américain excluait les femmes noires récemment affranchies de l'esclavage de la participation à des groupes de femmes blanches, elles sont restées attachées à la conviction que les droits des femmes ne pouvaient être atteints qu'à la condition que les femmes de toutes origines s'unissent pour présenter un front commun et uni.

La prise en considération de l'intersection des rapports de pouvoir de race et de sexe permet de rendre compte de la contribution des Afro-américaines à la lutte pour les droits des femmes de toutes origines et de leur exclusion tacite à cette époque de divers groupes de femmes américains et internationaux. Dans cet article, nous portons une attention particulière au Congrès mondial de 1893 et au contexte politique, social et culturel dans lequel il a eu lieu. Il importe, dans un premier temps, de situer ce congrès dans le contexte général des expositions universelles et des idéaux sur la féminité afin de saisir les stéréotypes racistes, sexistes, et colonialistes qui opèrent à cette époque. Puis nous analysons plus en détail les pratiques et les discours tenus dans le cadre du congrès. En conclusion, nous nous interrogeons sur les pratiques actuelles de certains réseaux transnationaux de femmes en présence aux Nations Unies.

Les expositions universelles du XIX^e siècle et le traitement de la question des femmes

Dans cette section, nous argumentons que les femmes qui organisent la présence des femmes aux expositions universelles par la construction de bâtiment sur la femme ou la tenue de congrès internationaux sur les femmes, contribuent non seulement à reproduire l'idéal bourgeois de la féminité, mais elles participent également à l'entreprise impérialiste et colonialiste des expositions universelles. Afin de mettre en relief ces propos, nous présentons un bref retour historique sur les

expositions universelles du XIX^e siècle et une analyse plus détaillée de l'exposition universelle colombienne organisée à Chicago en 1893.

C'est la nation impériale britannique qui organise la première exposition à prétention universelle ou mondiale à Londres en 1851: la *Great Exhibition of the Works of Industry of all Nations*. Cette exposition a pour but d'illustrer le progrès industriel, mais, dans les faits, elle sert plutôt à démontrer la supériorité britannique en matière industrielle et à glorifier le libre-échange, la paix, la démocratie et la Constitution britannique (Smith, 1990: 3; Curien, 2003: 79)². À la suite de la première exposition universelle, plusieurs autres nations impérialistes, tels que la France, l'Empire austro-hongrois, les États-Unis, la Belgique et l'Espagne organisent leurs propres expositions universelles avant 1900³.

Officiellement, ces expositions ont comme objectif principal d'éduquer le public en faisant ressortir les progrès réalisés et les perspectives d'avenir dans une ou plusieurs branches de l'activité humaine et comme objectifs corollaires de promouvoir les échanges et de contribuer au renforcement de la paix entre les peuples (Galopin, 1997: 96-97; Curien, 2003: 75). Dans les faits, on peut analyser ces expositions comme un «outil de culture dont se servent délibérément organisateurs et exposants — les élites des sociétés concernées — qui tentent de transmettre leur vision du monde (Curien, 2003: 76)». Au nombre de ces visions, on compte aussi le militarisme, le colonia-

lisme et l'impérialisme, la suprématie de la race blanche sur les autres, celle des hommes sur les femmes, et celle des classes bourgeoises sur les classes ouvrières.

Selon Karl Marx, la *Great Exhibition* de Londres constitue un emblème du fétichisme capitaliste des marchandises⁴. Cette exposition a aussi servi à populariser des idées utiles à la mondialisation du capitalisme en tentant d'offrir une vision unifiée du temps et de l'espace mondial. Selon Anne McClintock (1995: 56-57), cette exposition universelle et son Palais de cristal représentent l'incarnation même du thème du progrès de la Famille de l'Homme, du temps panoptique ou du temps mondial unifié et de l'espace anachronique. Ces trois éléments sont fondamentaux dans les diverses articulations de l'impérialisme du XIX^e siècle et ces éléments réapparaissent régulièrement dans les foires mondiales subséquentes.

Au sein de cette exposition, le progrès impérial est offert comme un produit de consommation, sous la forme d'un spectacle national pour les travailleurs britanniques blancs afin qu'ils puissent se sentir inclus dans la nation impériale, le spectacle voyeuriste de leur «supériorité raciale» compensant leur subordination de classe (McClintock, 1995: 59). Selon Susan Buck-Morss, le message des expositions universelles est la promesse du progrès social sans révolution pour les masses (1991: 128). Bien que le public des expositions universelles soit la classe moyenne qui a les moyens de défrayer les coûts d'entrée, des efforts importants sont déployés

afin d'encourager la participation des travailleurs à la consommation de masse des marchandises comme spectacle (McClintock, 1995: 59). Par exemple, lors de l'exposition universelle tenue à Paris en 1867, des billets gratuits sont offerts à 400 000 travailleurs (Buck-Morss, 1990: 86).

Bien que plusieurs expositions fassent participer les masses aux projets impérialistes et racistes des nations organisatrices, elles sont aussi des terrains de luttes pour divers mouvements sociaux. En effet, à cette époque, certains mouvements sociaux, dont des mouvements afro-américains aux États-Unis, des mouvements de femmes et des mouvements ouvriers autant en Europe qu'en Amérique du Nord, tentent de tirer avantage de la tenue de ces événements internationaux afin d'assurer l'organisation de leurs propres activités de représentation ou de contester l'absence du traitement de leur cause par les organisateurs des expositions dites universelles.

Pierre-Gerlier Forest et Brigitte Schroeder-Gudehus notent que :

L'internationalisation ne se limitait pas au domaine économique. Les tendances associatives se manifestaient dans toutes les sphères d'activité : scientifiques et intellectuelles, artistiques, sociales et professionnelles. Certains historiens du mouvement socialiste font même remonter la création de la Première Internationale — celle de Marx et Engels — à la visite d'une délégation ouvrière française à la seconde exposition de Londres, en 1862. Les expositions universelles ne sont donc que le signe d'un mouvement plus vaste, l'expression spectaculaire de l'euphorie internationaliste

qui traversait toute l'époque. La multiplication et, parfois, la concentration extraordinaire de congrès internationaux participaient du même esprit. (Forest et Schroeder-Gudehus, 1991: 207)

Par exemple, en 1867, en parallèle de l'exposition universelle tenue à Paris, la British and Foreign Anti-Slavery Society (BFASS) en profite pour organiser une convention mondiale anti-esclavagiste à Paris (Anti-Slavery International, s.d.). Les femmes et les hommes afro-américains récemment affranchis de l'esclavage manifestent également contre leur exclusion lors des diverses foires tenues en territoire américain (Rydell, 1984). Des associations françaises organisent des congrès internationaux sur les droits des femmes en parallèle des expositions universelles de Paris en 1878 et 1889⁵. Ou encore, des Américaines manifestent en faveur de leurs droits politiques lors de la première exposition universelle soulignant le centenaire de la confédération américaine tenue à Philadelphie, en 1876. Afin de faire avancer leur cause, des suffragettes remettent une Déclaration des droits des femmes aux dignitaires participant à la cérémonie célébrant le centenaire de l'indépendance américaine, le 4 juillet 1876, et elles lisent publiquement cette déclaration sur l'Independence Square (Pepchinsky, 2000).

C'est aussi en partie grâce à l'existence des mouvements de femmes que des «bâtiments de la femme» sont érigés lors de la majorité des expositions universelles entre 1873 et 1900 (Pepchinski, 2000: 1). En effet, dès 1873, lors de l'exposition univer-

selle de Vienne, un premier pavillon séparé de l'édifice principal est dédié aux travaux féminins⁶. Par la suite, une section (Glasgow, 1888), un bâtiment (Chicago, 1893), un pavillon (Philadelphie, 1876) ou même un palais (Paris, 1900) sont consacrés à «la» femme dans le cadre des expositions universelles. Selon Mary Pepchinski, la présence des bâtiments de la femme aux expositions universelles rend visible la demande des mouvements des femmes européens et américains pour que les femmes occupent un rôle plus actif dans la sphère publique (2000: 1). Ces pavillons sont aussi le fruit d'une autre tendance contradictoire, soit l'association d'activités ou de fonctions économiques spécifiques avec la féminité bourgeoise dans le cadre du développement des États nations au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Ainsi, les pavillons de la femme jouent plus souvent un rôle didactique qui renforce les rôles traditionnels féminins et l'idéal bourgeois de la féminité et situe la différence sexuelle en relation avec le système économique capitaliste en émergence (Pepchinski, 2000: 1). Selon Pepchinski, les femmes peu-

vent participer aux sphères publiques éphémères des expositions universelles pourvu que leur présence ne perturbe pas le grand récit de ces événements (2000: 28). Selon elle, les pavillons de la femme ne provoquent pas de malaises, car ils ne mettent pas au défi le *statu quo*. Ils ne stimulent pas les femmes de manière à repenser la féminité sur un mode nouveau et radical et la féminité y est représentée comme une qualité sélective et élitiste qui n'est pas accessible à toutes les femmes. Dans le cas des pavillons américains, cette sélectivité est notable quant à l'exclusion des Autochtones, des Afro-américaines, des Asiatiques et des immigrantes récemment arrivées, alors que dans le cas des pavillons européens, ce sont les femmes de classe ouvrière et les indigènes des colonies qui sont exclues (Pepchinski, 2000: 29). De plus, les positions et les militantes féministes les plus radicales sont souvent écartées des manifestations officielles des expositions. Par exemple, l'exposition sur les luttes des suffragettes offerte par la National Women's Suffrage Association n'est pas présentée dans le Pavillon de la femme lors de la Centennial Exposition de Philadelphie en 1876⁷ (Cordato, 1989: 56). Ou encore, lors du congrès international sur les droits des femmes de Paris en 1878, Hubertine Auclert ne peut défendre la cause du suffrage féminin⁸.

La World's Columbian Exposition, Chicago, 1893

En 1893, le gouvernement américain, en pleine expansion impérialiste, organise une exposition universelle visant à souligner les

400 ans de l'arrivée de Christophe Colomb en Amérique. La World's Columbian Exposition a lieu à Chicago, du 5 mai au 31 octobre 1893. Elle est composée de deux éléments: une Ville blanche (*White City*) comportant de multiples bâtiments de facture néoclassique dont un bâtiment de la femme, et un parc d'attractions, le *Midway Plaisance*, placé sous les auspices du département d'ethnologie. En plus des expositions dans la Ville blanche et le Midway Plaisance, une section complémentaire est ajoutée afin que des congrès mondiaux soient organisés au cours de l'exposition universelle.

Bien que les Américaines n'aient pas le droit de vote à cette époque, de nombreuses activités sont organisées par des femmes au cours de l'exposition de Chicago. Le gouvernement américain consent à la mise sur pied d'un Board of Lady Managers (pour compenser le fait qu'aucune femme ne soit nommée à la commission nationale gérant l'exposition). Cette concession est sûrement le fruit des mobilisations des groupes de femmes entamées dès 1889. À cette époque, près d'une centaine de femmes ont signé une pétition, soumise au congrès par la suffragette Susan B. Anthony, afin que des femmes soient nommées à la commission nationale de l'exposition (Bederman, 1995: 33; Weiman, 1981: 31). Malgré le fait que certaines femmes souhaitent que leurs réalisations soient traitées sur un pied d'égalité avec celles des hommes et s'opposent à la construction d'un bâtiment séparé sur la femme, le Board of Lady Managers, composé exclusivement de femmes blanches bourgeoises, veille à la construction du

bâtiment de la femme et du bâtiment de l'enfance avec un *kindergarten* idéal, et il mobilise les ressources nécessaires afin d'y parvenir.

Ce Board fait construire un bâtiment de la femme au sein duquel plusieurs congrès sur les femmes sont organisés tout au long de l'exposition colombienne. De plus, de nombreux congrès mondiaux sont organisés sous les auspices du World's Congress Auxiliary, dont le World Congress of Representative Women sous la responsabilité du Woman's Branch du comité responsable des congrès mondiaux connu comme le World's Congress Auxiliary (Bancroft, 1893: 73). Avant de présenter plus en détail ce congrès mondial des femmes représentantes, voyons de plus près le contexte général dans lequel ce congrès a eu lieu.

Les idées qui guident l'ensemble de l'exposition de Chicago sont celles du progrès et de l'innovation technologique dans le Nouveau Monde. Le responsable smithsonien de la classification des œuvres et objets, G. Brown Goode, souhaite que l'exposition représente les étapes du progrès de la civilisation à la manière d'une encyclopédie illustrée (Rydell, 1884: 45). En fait, l'exposition colombienne joue un rôle crucial dans la popularisation aux États-Unis des idées scientifiques racistes et sexistes sur l'évolution des races (Rydell, 1884: 40-41). En effet, des «représentants» des peuples autochtones, africains, du Moyen-Orient et d'Asie provenant des colonies des nations impérialistes sont exposés comme des bêtes de cirque dans le Midway Plaisance selon un ordre

d'exposition décroissant du plus «civilisé» au plus «barbare», suivant une classification imaginée par les anthropologues blancs imbus des valeurs racistes, sexistes et orientalistes de l'époque (Rydell, 1884: 65). De plus, en divers endroits de la Ville blanche, dont le bâtiment de la femme, des expositions, sous le contrôle des mêmes anthropologues, présentent des artefacts autochtones, asiatiques ou africains. Même des enfants des peuples autochtones sont «exposés» dans un bâtiment reproduisant un pensionnat sous l'autorité du bureau des affaires indiennes du gouvernement fédéral (Bancroft, 1893: 122).

Le bâtiment de la femme, dessiné par l'architecte, Sophia Hayden, 23 ans, assure plusieurs fonctions. Il sert de lieu d'exposition de diverses contributions des femmes à la «civilisation». Ainsi, il remplit une fonction didactique d'exposition d'œuvres d'art féminines et d'artefacts produits par des femmes au fil des siècles. Il abrite également une bibliothèque réunissant de nombreux ouvrages rédigés par des femmes et un restaurant. Des espaces sont alloués à une soixantaine d'organisations féminines au sein de l'Organization Room (Howe Elliot, 1893: 156). Toutes ces organisations proviennent des États-Unis, sauf une association française. Les organisations britanniques se regroupent plutôt dans la section réservée à la Grande-Bretagne au sein du bâtiment de la femme (Weimann, 1981: 516).

Selon Bederman, rien n'est laissé au hasard dans l'organisation du plan du site de la Ville

blanche et le fait que le bâtiment de la femme soit situé à la limite de celle-ci, face à la seule sortie menant au Midway Plaisance, illustre comment les femmes sont perçues comme étant marginales à la civilisation blanche (Bederman, 1995: 34). Cependant, le roman de l'époque, *Sweet Clover* (Chicago, Laird et Lee, 1893) de Clara Louisa Burnham présente plutôt le bâtiment de la femme, premier pavillon à être aperçu en sortant du Midway plaisance vers la Ville blanche, comme un symbole de paix et de lumière en contraste avec le chaos, la noirceur, la saleté et la barbarie du Midway Plaisance (Rydell, 1884: 67).

Bederman souligne que la séparation des expositions sur les œuvres féminines au sein d'un bâtiment de la femme a pour effet de suggérer que les contributions des femmes sont complètement différentes de celles des hommes. Un journaliste du *New York Times* présente cet effet en ces termes:

L'ambiance du bâtiment de la femme n'est pas celle du droit de la femme d'envahir le domaine de l'homme, mais l'ambiance sublimement douce et rassurante de la féminité. [...] Dans le bâtiment de la femme, on peut noter la distinction des succès féminins dans les produits plus délicats et plus fins du métier à tisser, de l'aiguille, du pinceau, et les avenues plus raffinées de l'effort qui culmine au foyer, à l'hôpital, à l'église, et dans les soins personnels. (Bederman, 1995: 34, traduction de l'auteure)

Ces remarques n'ont rien d'étonnant si l'on considère qu'une salle d'hôpital, avec des infirmières montrant leur savoir-faire, ainsi qu'une cuisine idéale, avec des dames montrant leur

savoir culinaire, sont reproduites dans le bâtiment de la femme. Le bâtiment de la femme ne sert pas seulement à produire et reproduire des idéaux de la féminité bourgeoise, il est également utile à la reproduction de savoirs racistes et à la popularisation du racisme scientifique. Par exemple, l'Institut smithsonien a préparé une exposition intitulée «le travail des femmes dans la sauvagerie» présentant une collection impressionnante de paniers, tissages, et autres formes d'art produit par des femmes autochtones, africaines et polynésiennes (Bederman, 1995: 37-38). Cette collection ethnologique exposée dans le bâtiment de la femme est présentée comme un supplément aux collections des pavillons principaux. La logique d'exposition adoptée dans le bâtiment de la femme est d'ailleurs la même que celle adoptée ailleurs, puisque l'Institut smithsonien en a la charge. L'objectif de l'exposition ethnologique dans le bâtiment de la femme est de retracer les pas de la femme des temps préhistoriques jusqu'au présent (Farmer, 1893: 493). Selon Bederman, les contributions de ces femmes «primitives» sont acceptables pour le Board of Lady

Managers seulement parce qu'elles semblent «historiques» — en effet, les objets produits par les femmes autochtones, africaines et polynésiennes sont décrits comme des représentations du travail des ancêtres des femmes blanches, et non comme des représentations du travail de femmes non blanches contemporaines. La construction des femmes non blanches comme des représentations d'un passé distant empêche les femmes blanches d'accepter ces femmes comme des consœurs ou des concitoyennes dans le présent (Berderman, 1995: 38). Ce qui explique en partie l'exclusion des femmes autochtones et afro-américaines du Board of Lady Managers. Une seule Afro-américaine, Fanny Barrier Williams, est brièvement employée pour un maigre salaire par ce comité (Weiman, 1981: 121).

Les stéréotypes impérialistes et racistes de l'époque sont également reproduits dans l'iconographie du bâtiment de la femme. En effet, dans la salle principale d'exposition éclairée par un puits de lumière central, deux peintures murales commandées par la présidente du Board of Lady Managers, Bertha Palmer, sont placées aux deux extrémités du bâtiment de manière à se faire face: d'un côté, la murale intitulée «la femme primitive», et de l'autre, la murale intitulée «la femme moderne»⁹. Une pratique similaire est adoptée dans le bâtiment du gouvernement fédéral où, au-dessus de l'entrée nord, les «triumphes de la liberté sont dépeints» alors qu'au-dessus de l'entrée sud, figurent les demeures des «hommes des cavernes» (Bancroft, 1893: 134). La disposi-

tion géographique des peintures dans ce dernier bâtiment n'est pas sans rappeler la division entre les hémisphères Nord et Sud: au Nord, les pays américains et européens ou «le monde civilisé»; au Sud, les colonies et autres pays jugés «primitifs», c'est-à-dire «non civilisés» selon la terminologie du XIX^e siècle. Cette idéologie perdure aujourd'hui dans les représentations Nord-Sud et certains discours sur le développement international. Lorsque Bertha Palmer précise ses exigences pour les murales, elle indique qu'elle souhaite:

[q]uelque chose de symbolique qui représente le progrès de la femme, en montrant par exemple, la femme dans sa condition primitive portant des fardeaux et accomplissant des tâches pénibles, soit une scène indienne ou classique à la manière de Puvis de Chavanne et en contraste, la femme dans la position qu'elle occupe aujourd'hui. (Lettre de Palmer à Hallowell, 24 février 1892, citée par Weimann, 1981: 191, traduction de l'auteure)

L'artiste chargée de la murale sur la femme primitive, Mary Macmonnies-Low, élève de Puvis de Chavannes, opte pour une scène classique pour les raisons suivantes:

[elle] rejette dès le début l'idée du sauvage, du préhistorique, de l'esclave, ou de la femme orientale, ou toute représentation qui demanderait des précisions quant aux détails de costume, de race, ou d'environnement comme étant inadéquate pour exprimer une idée abstraite et universelle [...]. [Elle opte plutôt pour] le type de costume le plus simple, dans un paysage en arrière-plan qui peut être de n'importe quelle période ou de n'importe quel pays, mais certainement pas

l'Amérique. Où les femmes représentent dans la plus grande simplicité comment elles supportent des fardeaux, labourent la terre et servent les hommes [...] et plus que tout, sont sans ambition, se contentant de leur lot. (McMonnies, citée dans Weimann, 1981 : 206-207, traduction de l'auteure)

Les choix de McMonnies illustrent bien les stéréotypes racistes de l'époque, dont plusieurs perdurent encore de nos jours. Selon ces stéréotypes, le choix de modèles de femmes blanches s'impose comme représentant mieux un idéal universel que des femmes situées dans des contextes historiques précis. Ces murales et leurs dispositions font penser au concept de « temps panoptique » d'Anne McClintock (1995 : 37), où dans un seul lieu, à l'aide de deux images contrastées, l'« évolution » de l'humanité est saisie comme d'un seul coup d'œil. De plus, McClintock note que l'arbre généalogique de l'Homme développé au cours du XVIII^e siècle représente le temps de l'évolution comme un temps sans femme. Elle souligne que, depuis le début, l'idée de progrès racial était sexuée de manière à rendre invisibles les femmes comme agents (1995 : 39). Dans le bâtiment de la femme, les murales de la femme primitive et de la femme moderne renversent en partie cette absence en ne représentant que des femmes blanches.

En contraste avec les privilèges des hommes blancs et des quelques privilèges accordés aux femmes blanches, les peuples afro-américains et autochtones n'obtiennent pas le droit de se représenter eux-mêmes au sein de l'exposition colombienne. Rappelons qu'à

cette époque les Autochtones ne sont pas considérés comme des citoyens américains, et les hommes afro-américains affranchis de l'esclavage depuis une trentaine d'années obtiennent le droit de vote en 1868¹⁰. D'ailleurs, des femmes et des hommes afro-américains contestent leur exclusion des comités de direction de l'exposition. Selon Rydell, c'est en partie grâce aux protestations qui ont suivi cette exclusion que Hale G. Parker, un Afro-américain, directeur d'école à Saint-Louis, a été nommé à la Commission nationale en tant que remplaçant (Rydell, 1984 : 52). Des Afro-américaines tentent en vain de faire nommer au moins une femme noire au Board of Lady Managers. Au cours de l'exposition, les militantes afro-américaines Ida B. Wells, Irvine Garland Penn, et Ferdinand L. Barnett, et le militant afro-américain Frederick Douglass distribuent une dizaine de milliers d'exemplaires de leur brochure intitulée : *The Reason Why the Colored American Is Not in the World's Columbian Exposition* (Rydell, 1999). Elles et ils dénoncent également le racisme sous-jacent à l'exposition du village des Dahomeys dans le Midway Plaisance qui présente les Africains noirs comme des représentants des « races les plus inférieures » (Ballard, 2002 : 114). Prenant comme base le bâtiment d'Haïti¹¹ dans la Ville blanche, les Afro-américains s'assurent que leur exclusion officielle ne passe pas sous silence. Grâce à leurs manifestations régulières, elles et ils obtiennent du comité de direction de l'exposition qu'une journée leur soit dédiée, le 25 août (Ballard, 2002 : 119 ; Rydell, 1984 :

53). Quelques congrès organisés par le World's Congress Auxiliary accordent une prise de parole à des personnes afro-américaines : notamment le congrès sur l'Afrique, sur le travail et sur les femmes. Cependant, comme le souligne Ballard, les Noirs ne sont pas sur leurs propres terrains lors de ces congrès : « De temps en temps, ils doivent faire affaire avec des ex-confédérés et des impérialistes qui louent l'esclavage pour avoir civilisés les Noirs et la colonisation pour les bienfaits qu'elle apporte à l'Afrique » (Ballard, 2002 : 115, traduction de l'auteure) ». On retrouve ici un bon exemple du discours de l'époque sur l'impérialisme comme « mission civilisatrice ».

Le World Congress of Representative Women

Un comité composé de plusieurs membres du National Council of Women des États-Unis¹² (dont la présidente, May Wright Sewall, et la secrétaire, Rachel Foster Avery) est nommé afin d'organiser le World Congress of Representative Women. Le National Council of Women des États-Unis défraye les coûts de déplacement et de séjours des déléguées étrangères participant à ce congrès. Plus de 600 conférencières provenant d'une diversité de pays prennent la parole au cours des 76 séances tenues sur l'ensemble de la semaine du 15 au 21 mai au Art Institute (Sewall, 1894 : v). Ce congrès attire une assistance totale de 150 000 personnes et réunit 126 groupes nationaux de femmes de 16 pays américains et européens (Sewall, 1894 : 5). En plus des 56 organisations améri-

caines, des associations provenant de 15 pays et continents différents participent au Congrès: Belgique (1), Canada (6), Danemark (2), Angleterre (30), Finlande (2), France (7), Allemagne (9), Irlande (1), Italie (1), Nouvelle-Galles du Sud (Australie) (1), Norvège (2), Écosse (3), Amérique du Sud (1), Suède (3) et Suisse (1). Les conférencières ne sont pas toutes rattachées à des associations et certaines proviennent des pays suivants: Grèce, Pologne, Syrie, Brésil, Siam, Islande.

Les organisatrices du World Congress of Representative Women invitent une diversité de femmes à prendre la parole lors de ce congrès. Ces femmes sont présentées comme des représentantes de groupes de femmes ou de leur gouvernement national. Au cours du congrès, une place prépondérante est faite aux organisations de femmes. La présidente du Board of Lady Managers et du Woman's Branch, Bertha Palmer, insiste longuement sur le nombre de groupes de femmes présents au congrès (Sewall, 1894: 5). Puis, May Wright Sewall est la première à présenter sa communication intitulée: «L'économie des

forces de la femme à travers l'organisation». Dans cette communication, Sewall insiste sur le pouvoir des organisations de femmes et sur leur modernité (Sewall, 1894: 37).

La majorité des conférencières sont des Américaines blanches bourgeoises, à l'exception d'une femme amérindienne et de six Afro-américaines. Des femmes provenant de 15 pays différents¹³ présentent des communications dans le cadre de la session internationale intitulée: «Solidarité des intérêts de l'humanité». À la suite des allocutions d'ouverture de Bertha Palmer, d'Ellen Henrotin (vice-présidente du Woman's Branch) et de May Wright Sewall, les femmes provenant de pays étrangers peuvent répondre et adresser leurs remerciements aux organisatrices du congrès. Bertha Palmer traite brièvement de la pauvreté des femmes, en dénonçant le fait que cette pauvreté persiste malgré le développement du capitalisme. Elle souligne l'importance pour les femmes de parler pour elles-mêmes de leurs besoins. Cependant, les femmes de classe ouvrière, les immigrantes, les Autochtones, ou les Afro-américaines ne peuvent participer au comité organisateur du Congrès. Cela a pour résultat qu'elles ne peuvent parler pour elles-mêmes dans des conditions qui leur conviennent. Dans son allocution d'ouverture, May Wright Sewall se targue du fait qu'une Autochtone et des Afro-américaines ont accepté de participer à son congrès en insistant sur leur capacité de pardon (Sewall, 1894: 16). Selon Berg, cette formulation est en fait une réprimande adressée aux Afro-américaines

qui ont osé critiquer les organisatrices du Congrès en les invitant à pardonner, mais, surtout, à oublier (Berg, 2002: 7). D'ailleurs, l'ordre des présentations en dit long sur la place qu'occupent les Afro-américaines aux yeux des organisatrices du congrès. En effet, cinq des six présentations des Afro-américaines sont faites dans la section traitant de la solidarité internationale. Selon Berg, ces Afro-américaines sont considérées comme des représentantes seulement dans la mesure où elles sont représentées comme des étrangères à l'intérieur de la nation américaine (Berg, 2002: chap. 1).

La seule Autochtone invitée à prendre la parole lors du Congrès est présentée comme étant la descendante du dernier chef héréditaire des Cherokees¹⁴. Une représentante de la Women's National Indian Association prend la parole lors du Congrès dans la section traitant du gouvernement américain, mais il s'avère que ce groupe a été fondé en 1881 par Amelia S. Quinton, une bourgeoise blanche américaine dans le but d'éclairer ce qu'elle appelle les «tribus barbares de l'Ouest» (Weimann, 1981: 500). Bien que cette communication insiste sur l'importance d'améliorer le traitement réservé aux peuples autochtones, elle reprend à son compte les thèses racistes et évolutionnistes selon lesquelles, de toutes les façons, les peuples autochtones en Amérique sont en voie de disparition.

Une seule représentante provenant d'un pays du Moyen-Orient — Madame Korany de Syrie — est invitée à prendre la parole lors du Congrès. Les seules autres

représentations dominantes et orientalistes du Moyen-Orient sont confinées au Midway Plaisance, dans le théâtre de la Petite Égypte où des danseuses du ventre «exotiques» attirent l'attention des visiteurs (Bordelon, 2004). Ou encore dans le «Congrès mondial des beautés de 40 nations», aussi présenté dans le Midway Plaisance. Parmi ces 40 beautés, dont 25 d'Europe, nous trouvons une sultane accompagnée de ces servantes, une vedette de l'Est, et une femme d'Orient (Bancroft, 1893).

Dans le cadre de la section internationale du Congrès des femmes représentantes, c'est Isabelle Bogelot, trésorière de l'ICW depuis 1888 et représentante de la France au Congrès, qui prononce l'allocution d'ouverture de la session intitulée «Solidarité des intérêts de l'humanité». À cette occasion, elle tient les propos suivants :

La solidarité des intérêts de l'humanité ne fait aucun doute [...]. À cette époque, où la vapeur et l'électricité ont éliminé les distances, rien ne peut arriver au sein d'un peuple, qui n'ait d'écho au sein de tous les peuples. Une injustice ne peut avoir lieu dans aucun coin du monde civilisé sans qu'elle ne soit rapidement subie ailleurs. Une belle action, une idée juste ne peuvent être appréciées dans un pays sans que ces bons efforts ne se fassent aussi ressentir par d'autres. [...] Alors, nous sommes tous un, sans distinction de nationalité, lorsqu'il est question d'humanité. (Sewall 1894 : 635, traduction de l'auteure)

La similarité des propos de Bogelot et des tenants contemporains de la mondialisation quant à la compression du temps et de

l'espace grâce aux avancées technologiques est frappante. Ce qui retient notre attention ici, c'est la définition de l'humanité à laquelle Bogelot fait référence. Nous sommes «tous un», lorsqu'il est question d'humanité, dit-elle, ne reconnaissant aucune diversité. De plus, elle indique bien clairement que le monde auquel elle se réfère est le monde civilisé. Il importe de rappeler qu'à cette époque, le concept de civilisation avait une connotation explicitement raciale (Bederman, 1995 : 25), le monde civilisé étant celui des bourgeois blancs versus les autres classes sociales et les autres groupes «racialisés». Selon Bederman, à cette époque, ce concept signifie plus que «l'Ouest» ou les sociétés industriellement avancées :

Le terme civilisation signifiait une étape précise de l'évolution raciale de l'humanité — celle qui suivait les étapes plus primitives de la sauvagerie et de la barbarie. Il était entendu que les races humaines évoluaient de la simple sauvagerie, à travers une barbarie violente, vers la civilisation plus avancée et d'une plus grande valeur. Mais seulement les races blanches avaient évolué à l'étape civilisée. En fait, les gens parlaient parfois de la civilisation comme s'il s'agissait d'un trait racial dont avaient hérité tous les Anglo-saxons et d'autres races blanches «évoluées». (Bederman, 1995 : 25, traduction de l'auteure)

Dans son discours, Bogelot ne dénonce pas explicitement le racisme à l'œuvre dans les sociétés occidentales. Comme Bell Hooks (1981) le souligne, les seules personnes à dénoncer clairement cette situation et à démontrer l'articulation entre le racisme et le sexisme sont les représentantes

afro-américaines. Par exemple, Fannie Barrier Williams dans son allocution «Le progrès intellectuel des femmes de couleur des États-Unis depuis la Déclaration d'émancipation» fait clairement référence à la race et au sexe :

Si l'amour de l'humanité, plus que l'amour des races ou des sexes doit palpiter à travers tous les nobles résultats de ce parlement des femmes vers le monde, les femmes de descendance africaine aux États-Unis vont commencer à sentir pour la première fois la douce libération de la dégradante servitude des préjugés. Les femmes de couleur, ainsi que toutes les femmes, réaliseront que le droit inaliénable à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur est une maxime qui deviendra de plus en plus bénie dans sa portée [...]. (Sewall, 1894 : 711)

À la suite des propos tenus par ces consœurs afro-américaines, Frederick Douglass, ancien esclave et militant afro-américain anti-esclavagiste et pour le suffrage universel, a été invité à prendre la parole de manière impromptue dans le cadre du congrès. Sa déclaration a aussi clairement traité des discriminations sur la base de la couleur de la peau et du sexe. Il a déclaré avec enthousiasme : «un nouveau paradis se lève à l'horizon et une nouvelle terre s'offre à nous où toutes les discriminations contre les hommes et les femmes en raison de la couleur et du sexe est en train de disparaître et disparaîtra» (Sewall, 1894 : 717). Fannie Barrier Williams et Frederick Douglass soulignent ainsi comment la discrimination en fonction de la couleur de la peau et du sexe ne peut être combattue sur terre que grâce à la solidarité entre les

hommes et les femmes de toutes les «couleurs» ou «race» unis dans une humanité diversifiée. Ainsi, bien que l'organisation du World Congress of Representative Women a reproduit plusieurs des stéréotypes racistes, sexistes, et impérialistes de l'époque, il a tout de même été un lieu où des discours contre hégémoniques ont pu être exprimés sur les droits des femmes et contre le racisme.

Ce retour historique sur le premier congrès mondial sur les femmes de grande envergure permet de saisir certaines dynamiques à l'œuvre lors de la mise sur pied des premiers réseaux internationaux de femmes. Des analyses féministes postcoloniales et intersectionnelles font ressortir comment un certain féminisme de l'époque qui ne remet pas en question les fondements de l'impérialisme racial blanc et de leurs privilèges de classe, exclut les femmes de classe ouvrière et de diverses origines ethniques dans leur mouvement. C'est grâce à leur ténacité que quelques militantes afro-américaines réussirent à faire entendre leurs voix lors du Congrès mondial des femmes

représentantes de Chicago en 1893, et démontrer leur attachement à la cause des droits de toutes les femmes de vivre dans la dignité et sans préjugés sexistes et racistes.

Bien que ce soit des associations françaises qui les premières organisent des congrès internationaux sur les droits de la femme en parallèle ou dans le cadre d'expositions universelles, ce sont des associations américaines qui prendront le leadership d'un réseautage international avec l'organisation du premier Conseil international des femmes en 1888 puis de la mise sur pied d'un conseil permanent, l'International Council of Women (ICW) qui existe encore de nos jours. L'organisation du premier Congrès mondial des femmes représentantes en 1893 par le National Council of Women des États-Unis donnera le véritable coup d'envoi pour que des conseils nationaux soient mis sur pied dans divers pays et qu'ils se regroupent au sein de l'ICW.

Lors de la création de la Société des Nations en 1920 puis de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 1945, des groupes tels que l'ICW revendiquent que des conférences mondiales sur les femmes soient organisées par ces instances internationales. C'est seulement de 1975 à 1995 que l'ONU organisera quatre conférences mondiales sur les femmes. Plusieurs groupes de femmes ont revendiqué sans succès qu'une cinquième conférence soit organisée par l'ONU en 2005, comme nous l'avons vu ailleurs (Druelle, 2004). Le niveau de réseautage transnational s'est grandement complexifié au cours du dernier

siècle entre des groupes de femmes de divers pays, dont plusieurs ont connu de longs processus de décolonisation face à l'impérialisme européen. Malgré cela, un certain impérialisme américain se fait encore sentir au sein de certains réseaux de femmes en présence aux Nations Unies. En effet, nous avons constaté que les groupes de femmes qui coordonnent les activités de réseautage des ONG en présence à la Commission de la condition de la femme de l'ONU et qui se disent «internationaux», tels que le Centre for Women's Global Leadership (CWGL) et le Women, Environment and Development Organization (WEDO), sont des groupes basés exclusivement aux États-Unis qui n'ont pas de structures démocratiques, et bien qu'ils emploient des Afro-américaines à l'occasion, ils sont dirigés par des femmes blanches de classe moyenne.

Lors de la tenue du Forum des ONG en parallèle de la Quatrième conférence mondiale sur les femmes à Beijing en 1995, il y a eu beaucoup de tensions entre le comité de coordination du Forum des ONG qui était composé de femmes provenant de diverses régions du monde, et Bella Abzug, directrice du WEDO qui entendait poursuivre des stratégies de lobbying à l'américaine appliquées lors du Sommet de la Terre en 1992 en coordonnant le «Women's Linkage Caucus» (Stienstra, 2000: 216).

Les revendications du caucus des femmes «de couleur» lors de ce Forum des ONG, afin que l'intersection entre le racisme et le sexisme soit reconnue par les

mouvements internationaux de femmes et que ce concept figure dans les documents du Forum des ONG et le Programme d'action de Beijing, ont été prises en compte après des négociations longues et ardues. Comme quoi, même après un siècle de lutte, il n'est pas encore facile de remettre en question l'impérialisme racial blanc au sein des réseaux transnationaux de femmes. Le recul historique nous permet de saisir la présence de cet impérialisme racial blanc au sein du comité organisateur du premier Congrès mondial sur les femmes représentantes de 1893. Ce retour historique et l'application d'une grille d'analyse féministe intersectionnelle peuvent nous aider à mieux saisir les dynamiques à l'œuvre de nos jours au sein des réseaux transnationaux de femmes.

Anick Druelle
Ph.D. Sociologie

Notes

¹ Voir entre autres les guides de l'ICREF sur les cadres d'analyse féministe intersectionnelle (CAFI) disponibles sur leur site : <www.criaw-icref.ca>.

² L'idée d'organiser une telle exposition universelle est elle-même inspirée par d'autres expositions de plus petites envergures organisées au cours du XVIII^e et au début du XIX^e siècle telle l'exposition industrielle française de 1844 à Paris et au cours de laquelle des «biens coloniaux» sont exposés pour la première fois (Curien, 2003 : 75; Poirier, 1958 : 67); voir <http://www.nationmaster.com/encyclopedia/Great-Exhibition>, page consultée le 10 juin 2005.

³ Par exemple, des expositions françaises ont lieu à Paris en 1855, 1867, 1878,

1889, 1900; une exposition austro-hongroise est tenue à Vienne en 1873; des expositions américaines ont lieu à Philadelphie en 1876 et à Chicago en 1893, une exposition espagnole est tenue à Barcelone en 1888; une première exposition belge a lieu à Bruxelles en 1897. L'Australie organise une exposition universelle à Melbourne en 1880. (Données tirées du tableau synthèse de Curien, 2003 p.345; élaboré à partir des données de Schroeder-Gudehus et Rasmussen, 1992). L'Angleterre organise une dernière exposition universelle à Londres en 1862. Cette exposition qui reflète les conflits récents (Guerre de Crimée) et courants (Guerre de sécession américaine) en mettant l'accent sur l'industrie de l'armement sera vertement critiquée et aucune autre exposition universelle n'est tenue par la suite (Curien, 2003 : 79).

⁴ <www.nationmaster.com/encyclopedia/Great-Exhibition>, page consultée le 10 juin 2005.

⁵ Le premier Congrès international des droits des femmes a lieu du 29 juillet au 9 août 1878 en parallèle de l'exposition universelle de Paris. Ce Congrès est organisé par la Société pour l'amélioration du sort de la femme sous la présidence de Maria Deraismes. Onze pays et seize organisations participent officiellement à ce congrès (Moses : 1984 : 207). Lors de l'exposition universelle organisée à Paris en 1889 afin de commémorer le centenaire de la Révolution française, l'État français opte pour le financement d'un nombre important de conférences, congrès et expositions. Au nombre de ceux-ci, l'État subventionne le premier *Congrès international des œuvres et institutions féminines* organisé en juillet 1889 sous la présidence du politicien français Jules Simon (Albistur et Armogathe, 1977 : 524; Moses, 1984 : 221). Ce congrès a pour but de décrire le rôle joué par les femmes dans les œuvres charitables, l'éducation, les arts, la science et la littérature. Un congrès alternatif est également organisé par Léon Richer et Maria Deraismes : le deuxième Congrès français et international du droit des femmes qui se tient à Paris du 25 au 29 juin 1889 (Moses, 1984 : 221 et Albistur et al., 1997 : 524). Ce congrès couvre quatre sections (historique, économique, morale, législa-

tive) et traite davantage des droits politiques des femmes (Moses, 1984 : 222).

⁶ Le premier pavillon des travaux féminins (*Pavillon der Frauenarbeiten*) de Vienne en 1873 est organisé par des hommes, mais des femmes actives au sein de l'Association viennoise des femmes professionnelles apportent une certaine contribution (Pepchinski, 2000 : 4).

⁷ Lors de la *Philadelphia's Centennial Exhibition*, le gouvernement américain consent à la construction d'un Pavillon de la femme où des réalisations féminines sont exposées. Bien que des femmes afro-américaines participent à la souscription pour l'exposition, aucun espace au sein de ce pavillon ne leur est alloué (Rydell, 1984 : 28).

⁸ Hubertine Auclert, qui participe dans les premiers temps au Comité d'organisation de ce congrès, entend y affirmer l'égalité intégrale des sexes, y compris le droit de vote, mais Léon Richer et Maria Deraismes qui préside le comité s'y opposent. Alors, elle démissionne du comité et publie le discours qu'elle a préparé sous le titre : *Le droit politique des femmes, question qui n'est pas traitée au Congrès international des femmes* (Rabaut, 1978 : 174).

⁹ Murale «Primitive woman» de Mary Macmonnies-Low. Pour une illustration de cette murale, voir : <http://members.cox.net/academia/cassatt5.html#macmonnies>, page consultée le 30 mars 2005. Murale «Modern Woman» de Mary Cassatt. Pour une illustration de cette murale, voir <http://members.cox.net/academia/cassatt.html>, page consultée le 7 juin 2005.

¹⁰ Les Américaines obtiennent le droit de vote au fédéral en 1920 avec l'adoption du 19^e amendement à la Constitution américaine. Malgré leur affranchissement de l'esclavage en 1863, les hommes afro-américains ont obtenu le droit de vote seulement après la guerre civile et après l'adoption du 14^e amendement à la Constitution en 1868 (Clinton et Lunardini, 1999 : 64). Les peuples autochtones obtiennent la citoyenneté américaine seulement en 1924 et le droit de vote encore plus tard; voir <http://www.nebraskastudies.org/0700/stories/0701_0140.html>, page consultée le 8 septembre 2007.

Analyse intersectionnelle de la solidarité des intérêts au World Congress of Representative Women (Chicago, 1893)

- ¹¹ Les esclaves noirs s'affranchissent de leurs maîtres français et obtiennent l'indépendance d'Haïti en 1804 (Ballard, 2002: 118).
- ¹² C'est en 1888, lors de la rencontre commémorative organisée par Susan B. Anthony et Elizabeth Cady Stanton et visant à souligner les 40 ans de la *Seneca Falls Women's Rights Convention*, qu'un Conseil international des femmes est mis sur pied pendant huit jours (Clinton et Lunardini, 1999: 125). À la suite de cette rencontre, le National Council of Women des États-Unis et l'International Council of Women (ICW) sont mis sur pied de manière permanente. En plus des cinquante et une organisations de femmes américaines, des déléguées du Canada, de la Grande-Bretagne, de la France, de la Norvège, du Danemark, de la Finlande et de l'Inde participent à cette rencontre (Sewall, 1894: 61). À ses débuts, l'International Council of Women ne compte que des groupes américains comme membres (Käppelli, 1991: 505). Pour remédier en partie à l'absence de groupes non américains, sont élues au premier conseil d'administration de l'International Council of Women: une présidente anglaise (Milicent Garrett Fawcett qui démissionne en 1892); une vice-présidente et une secrétaire américaines (Clara Barton et Rachel Foster Avery); une secrétaire d'archives ("recording secretary") danoise (Kristine Frederiksen); et une trésorière française (Isabelle Bogelot) (Sewall, 1894: 60). Selon Sewall, dès mai 1893, des conseils nationaux sont en formation en Finlande, Norvège, Suède, Danemark et existaient déjà en France, en

Belgique et au Canada (Sewall, 1894: 44). Selon Käppelli, c'est seulement après la première rencontre quinquennale à Chicago en 1893 que des conseils nationaux sont officiellement fondés dans d'autres pays tels que le Canada (octobre 1893), l'Allemagne (1894), l'Angleterre (1895), la Suède (1896), l'Italie et la Hollande (1898), le Danemark (1899), et la Suisse (1900) (Käppelli, 1991: p. 506). Lors de la rencontre de l'ICW de 1888, les participantes conviennent informellement que la première rencontre quinquennale de l'ICW permanent aura lieu à Londres en 1893 (Sewall, 1894: 61). En raison de l'annonce de la tenue d'une exposition colombienne universelle à Chicago pour l'année 1892 (en fait 1893), les groupes de femmes américains proposent de tenir la rencontre de l'ICW au cours de cette exposition et d'organiser à cette occasion un congrès mondial des femmes représentantes (Sewall, 1894: 43).

- ¹³ En plus de la France, du Royaume-Uni, de la Suisse, des représentantes de l'Espagne, du Brésil, d'Amérique du Sud, du Canada, de la Pologne, de l'Islande, de la Syrie et du Siam ont pris la parole.

- ¹⁴ Cependant, comme cette représentante autochtone n'est pas nommée, il nous a été impossible de distinguer sa communication dans l'ensemble des actes du Congrès.

Références bibliographiques

- AHMED, Sara. 2000. *Strange Encounters. Embodied Others in Postcoloniality*. New York/Londres, Routledge.
- ALBISTUR, Maïté et Daniel ARMOGATHE. 1977. *Histoire du féminisme français*. Tome 2. Paris, Éditions des femmes.
- ALEXANDER, Jacqui M. 2005. *Pedagogies of Crossing. Meditations on Feminism, Sexual Politics, Memory and the Sacred*. Durham/Londres, Duke University Press.
- ALEXANDER, Jacqui M. et Chandra Talpade MOHANTY. 1987. *Feminist*

Genealogies, Colonial Legacies, Democratic Futures. New York, Routledge.

- ANTI-SLAVERY INTERNATIONAL. s.d. *The History of Anti-Slavery International*. <<http://www.antislavery.org/homepage/antislavery/history.pdf>>, page consultée le 4 août 2005.
- BALLARD, Barbara. 2002. «African-American Protest and the Role of the Haitian Pavilion at the 1893 Chicago World's Fair», dans James C. TROTMAN (dir.). *Multiculturalism. Roots and Realities*. Bloomington/Indianapolis, Indiana University Press.
- BANCROFT, Hubert Howe. 1893. *The Book of the Fair*. Chicago, San Francisco: The Bancroft Company, Édition Cygne noir. <<http://columbus.gl.iit.edu/bookfair/bftoc.html>>, page consultée le 3 avril 2005.
- BERG, Allison. 2002. *Mothering the Race. Women's Narratives of Reproduction, 1890-1930*. Champaign, IL, University of Illinois Press. <<http://www.press.uillinois.edu/pub/books/berg>>, page consultée le 1^{er} avril 2005.
- BEDERMAN, Gail. 1995. *Manliness and Civilization: A Cultural History of Gender and Race in the United States, 1880-1917*. Chicago, University of Chicago Press.
- BILGE, Sirma. 2005. «La "différence culturelle" et le traitement au pénal de la violence à l'endroit des femmes minoritaires: quelques exemples canadiens», *Journal international de la victimologie*, 10, avril. <http://www.jidv.com/BILGE-S-JIDV2005_10.htm>.
- BORDELON, Candace. 2004. «From Egypt to Chicago: Enduring Images of Orientalism in the Danse du Ventre». *Papyrus* (mars) <<http://www.karindances.com/articles/Orientalist.html>>, page consultée le 11 août 2005.
- BUCK-MORSS, Susan. 1991. *The Dialectics of Seeing: Walter Benjamin and the Arcades Project*. Cambridge, Massachusetts, MIT Press.
- CLINTON, Catherine et Christine LUNARDINI. 1999. *The Columbia Guide to American Women in the Nineteenth Century*. New York, Columbia University Press.

- CORDATO, Mary F. 1989. «Representing the Woman's Sphere. Women's work and Culture at the World's Fairs of 1876, 1893 and 1904». Thèse de doctorat, Graduate School of Arts and Science, New York University.
- CRENSHAW, Kimberlé. 1989. «Demarginalising the Intersection of Race and Sex: A Black Feminist Critique of Anti-Discrimination Doctrine, Feminist Theory, and Anti-Racist Politics», *University of Chicago Legal Forum*.
- CRENSHAW, Kimberlé. 1995. «Mapping the Margins: Intersectionality, identity politics, and violence against women of color», dans Kimberlé CRENSHAW, Neil GOTANDA, Gary PELLER et Kendall THOMAS (dir.). *Critical Race Theory. The key writings that formed the movement*. New York, New Press: 357-383.
- CURIEN, Pauline. 2003. *L'identité nationale exposée. Représentations du Québec à l'Exposition universelle de Montréal 1967 (Expo 67)*. Thèse de doctorat, Département de science politique. Université Laval. <<http://www.theses.ulaval.ca/2003/21176/21176.pdf>>, page consultée le 15 juin 2005.
- DRUELLE, Anick. 2004. «Que célébrer trente ans après l'Année internationale de la femme: Une crise au sein des mouvements internationaux de femmes?», *Recherches féministes*, hiver: 115-169.
- FARMER, Lydia Hoyt. 1893. *The National Exposition Souvenir. What America Owes to Women*. Buffalo, C. W. Moulton. <<http://ocp.hul.harvard.edu/ww/outsidelink.html/http://nrs.harvard.edu/urn-3:RAD.SCHL:147423>>, page consultée le 21 juin 2005.
- FOREST, Pierre-Gerlier et Brigitte SCHROEDER-GUDEHUS. 1991. «L'internationalisme et les expositions universelles dans les années trente», dans Régine ROBIN (dir.). *Masses et culture de masse dans les années 30*. Paris, Éditions ouvrières: 205-223.
- GALOPIN, Marcel. 1997. *Les expositions internationales au XX^e siècle et le Bureau international des Expositions*. Paris, L'Harmattan.
- HOOBS, Bell. 1981. *Ain't I a Woman. Black Women and Feminism*. Londres, Pluto Press.
- HOWE ELLIOT, Maud (dir.). 1893. *Art and handicraft in the Woman's Building of the World's Columbian Exposition, Chicago. Paris, Boussod, Valadon & Co., 1893*. <<http://ocp.hul.harvard.edu/ww/outsidelink.html/http://nrs.harvard.edu/urn-3:HBS.BAKER:416905>>, page consultée le 30 mars 2005.
- ICREF. 2006. *Coup d'œil sur les cadres d'analyse féministe intersectionnelle*. Ottawa, Institut canadien de recherches sur les femmes.
- KÄPPELLI, Anne-Marie. 1991. «Scènes féministes», dans Georges DUBY et Michelle PERROT (dir.) *Histoire des femmes*. Vol. 4: *Le XIX^e siècle*. Paris, Plon: 495-525.
- McCLINTOCK, Anne. 1995. *Imperial Leather: Race, Gender and Sexuality in the Colonial Contest*. Routledge, New York.
- MOSES, Claire Goldberg. 1984. *French Feminism in the 19th Century*. Albany, N.Y., State University of New York Press.
- MOHANTY, Chandra Talpade. 2003. *Feminism without Borders. Decolonizing Theory, Practicing Solidarity*. Durham/Londres, Duke University Press.
- MORAGA, Cherríe et Gloria ANZALDÚA. 1993. *This Bridge Called My Back: Writings by Radical Women of Color*. New York, Kitchen Table, Women of Color Press.
- PEPCHINSKI, Mary. 2000. «The Woman's Building and the World Exhibitions: Exhibition Architecture and Conflicting Feminine Ideals at European and American World Exhibitions, 1873 – 1915», *International Journal of Architectural Theory*, 1. <<http://www.tu-cottbus.de/BU/Fak2/TheoArch/wolk/eeng/Subjects/001/Pepchinski/pepchinski.htm>>, page consultée le 1^{er} avril 2005.
- POIRIER, René. 1958. *Des foires, des peuples, des expositions*. Paris, Plon.
- RABAUT, Jean. 1978. *Histoire des féminismes français*. Paris, Stock.
- RYDELL, Robert W. 1984. *All the World's a Fair: Visions of Empire at American International Expositions, 1876-1916*. Chicago, University of Chicago Press.
- RYDELL, Robert W. (dir.). 1999. *The Reason Why the Colored American Is Not in the World's Columbian Exposition. The Afro-American's Contribution to Columbian Literature*. Ida B. Wells, Frederick Douglass, Irvine Garland Penn, and Ferdinand L. Barnett. Champaign, IL, University of Illinois Press.
- SCHROEDER-GUDEHUS Brigitte et Anne RASMUSSEN. 1992. *Les fastes du progrès: le guide des expositions universelles 1851-1992*. Paris, Flammarion.
- SEWALL, May Wright (dir.). 1894. *World's Congress of Representative Women*. Chicago, Rand, McNally.
- SMITH, P.T. 1990. «London 1851», dans John E. FINDLING (dir.) *Historical Dictionary of World's Fairs and Expositions, 1851-1988*. New York, Greenwood Press: 3-9.
- STIENSTRA, Deborah. 2000. «Dancing Resistance from Rio to Beijing: Transnational Women's Organizing and United Nations Conferences, 1992 –1996», dans Marianne MARCHAND et Anne SISSON RUNYAN (dir.). *Gender and Global Restructuring*, Londres, Routledge: 209-224.
- WEIMANN, Jeanne Madeline. 1981. *The Fair Women. The Story of the Woman's Building, World's Columbian Exhibition, Chicago 1893*. Chicago, Academy Chicago.
- WELLS, Ida B. et Frederick DOUGLASS. 1991. «*The Reason Why the Colored American Is Not in the World's Columbian Exposition. 1893*», dans Henry Louis GATES, Jr. (dir.). *Selected Works of Ida B. Wells-Barnett*. New York, Schomburg Library of Nineteenth-Century Black Women Writers/Oxford University Press: 46-137.